

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mercredi 10 juillet 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 20
Procuration(s) : 6
Absent(s) : 0
Nombres de votants : 26
Votes pour : 26
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mercredi 26 juin 2024

DELIBERATION N°DL_AP2024_0127

Relative à l'avis du Conseil Départemental de Mayotte sur le projet de décret pris pour l'application des dispositions de l'article 75 de la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 et fixant le plafond de l'assiette de l'aide fiscale à l'investissement productif outre-mer au titre de l'acquisition de véhicules de tourisme exploités dans le cadre d'une activité de transport public de voyageurs

L'an deux mille vingt-quatre, le dix juillet, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte..
Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Ali OMAR, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Rosette VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echaté ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Sohirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE donne pouvoir à Madame Echaté ISSA, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Madame Rosette VITTA, Madame Laini ABDALLAH BOINA donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Daniel ZAIDANI donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI

Secrétaire de séance désignée :

Madame Farianti MDALLAH

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°DL_AP2021_00197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil département de Mayotte ;
Vu le rapport n°2024-02222 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu la lettre de saisine du Préfet en date du 29 mai 2024 ;
Vu l'avis de la Commission des finances et des affaires européennes du 04 juillet 2024.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : de donner un **AVIS RÉSERVÉ** à ce projet de décret pris pour l'application des dispositions de l'article 75 de la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 et fixant le plafond de l'assiette de l'aide fiscale à l'investissement productif outre-mer au titre de l'acquisition de véhicules de tourisme exploités dans le cadre d'une activité de transport public de voyageurs ;

Article 2 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication «et affichage » et sa transmission au Représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

Ben Issa OUSSENI



Le Secrétariat Général

Mamoudzou, le 27 mai 2024



**Le préfet de Mayotte
Délégué du Gouvernement**

à

Monsieur le président du Conseil départemental

BP 101

97600 MAMOUDZOU

Objet : Projet de décret pris pour l'application des dispositions de l'article 75 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 et fixant le plafond de l'assiette de l'aide fiscale à l'investissement productif outre-mer au titre de l'acquisition de véhicules de tourisme exploités dans le cadre d'une activité de location de véhicules au profit des personnes physiques pour une durée n'excédant pas deux mois ou dans le cadre d'une activité de transport public de voyageurs

P. Jointe: 1

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le projet de décret pris pour l'application des dispositions de l'article 75 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 et fixant le plafond de l'assiette de l'aide fiscale à l'investissement productif outre-mer au titre de l'acquisition de véhicules de tourisme exploités dans le cadre d'une activité de location de véhicules au profit des personnes physiques pour une durée n'excédant pas deux mois ou dans le cadre d'une activité de transport public de voyageurs


En application de l'article L. 3444-1 du code général des collectivités territoriales, je vous serais obligé de bien vouloir recueillir l'avis du conseil départemental sur ce texte.

Je vous remercie de bien vouloir nous le transmettre par messagerie aux adresses suivantes :

secretariat-sg@mayotte.pref.gouv.fr
consultation@mayotte.pref.gouv.fr

Je vous rappelle que l'avis du conseil départemental est à notifier expressément sous délai de **1 mois** en cas d'urgence sur demande du représentant de l'État.

Sans réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé acquis.


Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général
Sabry HANI

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'intérieur et des outre-mer

Décret n°

pris pour l'application des dispositions de l'article 75 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 et fixant le plafond de l'assiette de l'aide fiscale à l'investissement productif outre-mer au titre de l'acquisition de véhicules de tourisme exploités dans le cadre d'une activité de location de véhicules au profit des personnes physiques pour une durée n'excédant pas deux mois ou dans le cadre d'une activité de transport public de voyageurs

NOR :

***Publics concernés :** personnes physiques ou morales qui réalisent dans les départements et collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie des investissements productifs en application des articles 199 undecies B, 217 undecies, 244 quater W et 244 quater Y du code général des impôts (CGI).*

***Objet :** fixer le plafond de l'assiette de l'aide fiscale à l'investissement productif outre-mer pour les investissements consistant en l'acquisition de véhicules de tourisme au sens de l'article L. 421-2 du code des impositions sur les biens et services (CIBS) exploités dans le cadre d'une activité de location de véhicules au profit des personnes physiques pour une durée n'excédant pas deux mois ou dans le cadre d'une activité de transport public de voyageurs.*

***Entrée en vigueur :** le décret entre en vigueur le lendemain de sa publication.*

***Notice :** l'article 75 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 modifie les conditions d'éligibilité des véhicules de tourisme au sens de l'article L. 421-2 du CIBS aux dispositifs d'aide fiscale à l'investissement outre-mer prévus aux articles 199 undecies B, 217 undecies, 244 quater W et 244 quater Y du CGI, pour les investissements mis en service à compter du 1^{er} janvier 2024, sauf dispositions transitoires.*

A compter de cette date, seules ouvrent droit à l'avantage fiscal les acquisitions de véhicules de tourisme strictement indispensables à l'exercice d'une activité aquacole, agricole, sylvicole ou minière, ainsi que les acquisitions de véhicules émettant une quantité de dioxyde de carbone inférieure ou égale à 117 grammes par kilomètre exploités dans le cadre d'une activité de location de courte durée ou d'une activité de transport public de voyageurs.

L'article 75 précité prévoit en outre un plafonnement de l'assiette de l'avantage fiscal pour les investissements consistant en l'acquisition de véhicules de tourisme exploités dans le cadre d'une activité de location de courte durée ou d'une activité de transport public de

voyageurs. Ces investissements sont pris en compte dans la limite d'un montant fixé par décret, qui ne peut excéder 30 000 € par véhicule.

Le présent décret fixe ce plafond par véhicule, en fonction de sa motorisation ou de ses émissions de dioxyde de carbone.

Références : *le décret est pris en application de l'article 75 de la loi n° 2023-1322 du 28 décembre 2023 de finances pour 2024. L'article 46 quaterdecies Z de l'annexe III au CGI, créé par le présent décret, peut être consulté sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).*

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Vu le code général des impôts, notamment ses articles 199 *undecies* B, 217 *undecies*, 244 *quater* W et 244 *quater* Y et l'annexe III à ce code ;

Vu la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, notamment son article 75 ;

Vu l'avis du conseil départemental de la Guadeloupe en date du ;

Vu l'avis du conseil régional de la Guadeloupe en date du ;

Vu l'avis de l'assemblée de Guyane en date du ;

Vu l'avis de l'assemblée de Martinique en date du ;

Vu l'avis du conseil départemental de La Réunion en date du ;

Vu l'avis du conseil régional de La Réunion en date du ;

Vu l'avis du conseil départemental de Mayotte en date du ;

Vu l'avis du conseil territorial de Saint-Barthélemy en date du ;

Vu l'avis du conseil territorial de Saint-Martin en date du ;

Vu l'avis du conseil territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon en date du ;

Vu l'avis de l'assemblée territoriale des îles Wallis et Futuna en date du ;

Vu l'avis du gouvernement de Polynésie française en date du ;

Vu l'avis du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en date du ,

Décrète :

Article 1^{er}

La section 0I *ter* du chapitre II du titre premier de la première partie du livre premier de l'annexe III au code général des impôts est ainsi modifiée :

1° Dans l'intitulé, les mots : « ou réductions d'impôts accordées » sont remplacés par les mots : « , réductions d'impôt ou crédits d'impôt accordés »

2° Elle est complétée par un article 46 *quaterdecies* Z ainsi rédigé :

« Art. 46 *quaterdecies* Z. - Le montant mentionné à la quatrième phrase du dix-septième alinéa de l'article 199 *undecies* B du code général des impôts, à la huitième phrase du premier alinéa de l'article 217 *undecies* du même code, au quatrième alinéa du 1 du II de l'article 244 *quater* W du même code et au H du III de l'article 244 *quater* Y du même code est fixé, par véhicule, à :

« 1° 30 000 €, pour les véhicules dont la source d'énergie est exclusivement l'électricité, l'hydrogène ou une combinaison des deux ;

« 2° 25 000 €, pour les véhicules autres que ceux mentionnés au 1° et dont les émissions de dioxyde de carbone sont inférieures ou égales à 50 grammes par kilomètre ;

« 3° 20 000 €, pour les véhicules dont les émissions de dioxyde de carbone sont supérieures à 50 grammes par kilomètre et inférieures ou égales à 117 grammes par kilomètre. »

Article 2

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer, le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et la ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée des outre-mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le .

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Gérald DARMANIN

Le ministre de l'économie, des finances et de
la souveraineté industrielle et numérique,

Bruno LE MAIRE

La ministre déléguée auprès du ministre de
l'intérieur et des outre-mer, chargée des
outre-mer,

Marie GUÉVENOUX